

**LES ASSOCIATIONS D'USAGERS DES EAUX AGRICOLE
ET LA GESTION PARTICIPATIVE DE L'IRRIGATION
Cas : Province de Taza (Maroc).**

**WATER USER ASSOCIATIONS
AND THE PARTICIPATIVE MANAGEMENT OF THE IRRIGATION
Case : Province of Taza (Morocco).**

JRAÏCH Fatima Zahra, **AKDIM** Brahim Laboratoire d'analyses géo-environnementales et d'aménagement FLSH Saïs, Fès. Maroc.

Résumé : La présente étude a pour objectif d'étudier les facteurs de dysfonctionnements des Associations d'usagers des Eaux Agricole (AUEA) et de proposer, dans une démarche participative, une réflexion sur le processus de redynamisation des AUEA dans la Petite et Moyenne Hydraulique et particulièrement dans les périmètres de la province de Taza (Maroc). Pour y parvenir, nous avons opté pour les études de cas. En effet, notre étude se limite à l'étude des AUEA existantes dans la province de Taza. L'analyse des données récoltées nous a permis de soulever des conclusions concernant l'engagement et la participation des usagers dans la gestion participative de l'eau et les conditions de fonctionnement interne des AUEA. Par la suite nous avons pu élaborer avec les agriculteurs quelques mesures d'appui des AUEA en vue de leur redynamisation et de l'opérationnalisation de leur rôle.

Mots clés : gestion participative, AUEA, fonctionnement interne.

Abstract : The present research aims to study the factors of dysfunctioning of Water User Associations (WUA) and to propose in a participative step, a reflexion on the process of redynamisation of the WUA in the Small and Average Hydraulics and particularly in the perimeters of the province of Taza (Morocco). For that purpose, we chose the case studies. Indeed, our study is limited to the study of the existing WUA in the province of Taza. The analysis of the data enabled us to raise the following conclusions concerning the involvement and the participation of the users in the irrigation management and conditions of internal functioning the WUA. Thus we could work out with the farmers some measurements to support to the WUA aiming their redynamisation and the operationnalisation of their role.

Key words: participatory management, WUA, internal functioning.

ABBREVIATIONS

AFD	: Agence Française de Développement
AUEA	: Association des usagers des eaux agricoles
CA	: Conseil administratif
GPI	: Gestion participative en irrigation
KFW	: Banque Allemande
PMH	: Petite et moyenne hydraulique

INTRODUCTION

Les ressources au Maroc sont potentiellement limitées. La gestion de la demande, notamment en agriculture, représente un potentiel considérable face à une ressource limitée et dont les coûts de mobilisation sont élevés. L'irrigation, qui utilise actuellement près de 85% des ressources en eau mobilisées et qui continuera, à l'avenir, à être le plus grand consommateur de l'eau, est appelée à produire plus avec moins d'eau. Dans cette perspective la gestion participative en irrigation (GPI) constitue une opportunité et une nécessité pour assurer un développement durable.

Dans Les périmètres de la Petite et Moyenne Hydraulique (PMH) la gestion du service de l'eau est confiée aux Associations des Usagers des Eaux Agricoles (AUEA), qui prennent en charge tous les frais d'exploitation d'entretien et de renouvellement des équipements du réseau d'irrigation (Belgheti, 2005).

Ces associations regroupant les usagers au sein d'une organisation commune, se sont d'abord développées dans les périmètres traditionnels d'irrigation. A l'issue des efforts consentis, 1225 AUEA ont été constituées au niveau de la Petite et Moyenne Hydraulique (PMH) regroupant 131 201 usagers pour une superficie de 232 619 ha.

Cependant, ce bilan physique ne reflète pas le faible degré de fonctionnement et de dynamisation de ces associations. Ces associations souffrent en effet d'une mauvaise gestion et ne répondent pas aux objectifs qui leurs sont assignés (El-Alaoui, 2004) De ce fait, des mesures de promotion et d'opérationnalisation devraient être prises par l'ensemble des acteurs de développement de l'irrigation.

Dans cette optique, notre étude a pour but de contribuer à une réflexion sur la redynamisation des AUEA dans la Petite et Moyenne Hydraulique, en analysant à titre d'exemple le fonctionnement des AUEA dans le périmètre irrigué de la province de Taza.

METHODOLOGIE DE TRAVAIL

Le choix des méthodes dépend principalement des objectifs de l'étude et des moyens disponibles. Afin d'approcher notre thème et d'essayer de répondre à la question que nous nous sommes posée, nous avons adopté une approche méthodologique ainsi que les raisons ayant présidé au choix des outils et méthodes d'investigation et d'analyse.

Nous rappelons que cette méthodologie dans toutes ses étapes s'inscrit dans le cadre d'une approche participative où nous allons considérer les interviewés comme des acteurs dans le processus de la recherche et non pas comme objet d'étude.

Choix de la zone d'étude

L'enquête est effectuée dans la zone de Tainaste située dans la province de Taza et qui fait partie du bassin versant d'Inaouene. Nous avons choisi 20 Associations des Usagers des Eaux Agricoles (AUEA) existant dans la région.

Choix des interlocuteurs

Pour répondre à notre problématique et donc obtenir un maximum d'informations, nous nous sommes adressés à toute personne qui semble être une source potentielle de l'information recherchée. En effet, notre démarche s'appuie sur des discussions ouvertes, itératives avec tous les informateurs potentiels pour recueillir les informations utiles en respectant le caractère participatif de notre investigation.

Ainsi notre étude vise les membres du conseil de l'association.

Outils d'investigation

Les entretiens exploratoires servent à trouver des pistes de réflexion, des idées et des hypothèses de travail. Il s'agit donc d'une attitude et d'une écoute qui consistent à poser des questions précises, à rechercher de nouvelles manières de poser le problème.

En effet, l'étude exploratoire est la première démarche mise en oeuvre dans notre procédé opératoire afin de prendre connaissance du contexte de l'étude, ses composantes et des unités sociales cibles.

Nous avons également recueilli des données générales (données monographiques, climatiques, économiques...) sur la région étudiée dans le but de la situer dans son contexte global et de définir les enjeux de développement agricole.

Etats des lieux des Ressources en eau dans la région d'étude

Dans la région d'étude, l'approvisionnement en eau s'effectue principalement à partir des nappes souterraines et à partir des eaux de surface (ABHS, 2004).

Par ailleurs, les ressources en eau dans la région d'étude sont limitées, vulnérables et inégalement réparties. Ces ressources ont subi durant les deux dernières décennies les effets négatifs de la sécheresse, de la pollution et de la mauvaise gestion

La zone d'étude a connu durant ces dernières années, une période de sécheresse intense et persistante, caractérisée par un déficit pluviométrique important sur l'ensemble de la région. En effet les relevés pluviométriques y indiquent des conditions assez hétérogènes ; la pluviométrie moyenne annuelle est de l'ordre de 550 mm. A cette mauvaise répartition spatiale de la pluviométrie vient s'ajouter une répartition temporelle très irrégulière. Cette sécheresse a eu un impact négatif sur les régimes d'écoulement des cours d'eau et sur la recharge des nappes souterraines.

En ce qui concerne la qualité des eaux destinées pour l'irrigation, elle se pose avec acuité dans l'ensemble de la région. En effet, pour les eaux souterraines, les nappes phréatiques sont caractérisées par une bonne qualité à l'exception des puits qui sont salés avec une concentration pouvant atteindre 1 à 2 g/l. Par ailleurs, les eaux de surfaces sont aggravées dans certains cas par une pollution (qui est de l'ordre de 2020 t en DBO₅ par an (ABHS, 2004) d'origine anthropique, le plus souvent domestique (de l'ordre de 80%), qu'industrielle ou agricole, ce qui rend l'eau le plus souvent impropre dès fois même à l'irrigation.

Généralement, la confrontation entre les ressources et les besoins, qui croissent d'une année à l'autre, fait apparaître un déficit. Pour combler ce déficit, une stratégie s'articulant sur la recherche de ressources non conventionnelles et l'économie de l'eau doit être adoptée. Cette stratégie comporte d'une part la réutilisation des eaux usées et traitées, et d'autre part le développement des techniques d'économie d'eau, à titre d'exemple par l'amélioration de l'irrigation à la parcelle ce qui repose sur le choix de modes d'irrigation adaptés à la situation de rareté de l'eau en répandant en même temps aux exigences de demain.

CARACTERISATION DES AUEA ETUDIEES

L'étude a montré que :

- les AUEA sont multipliées surtout dans les années 2000 et 2001. Les premières associations ont été créées au début des années 97. ce qui montre que ces AUEA sont encore au stade de se prouver et les membres sont incertains des bénéfices qu'ils peuvent tirer de ces AUEA.
- la taille de la superficie couverte par la plupart des AUEA, est de l'ordre de 80 ha avec un nombre d'adhérents qui ne dépasse pas 134, ce qui rend les rapports de coopération et les déviations plus observables, les bénéfices sont mieux perçus, et les interactions entre les usagers sont plus faciles.
- la majorité des AUEA sont soutenu, soit par l'Agence Française de Développement (AFD) soit par la Banque Allemande (KFW).

L'étude a montré aussi que plusieurs difficultés ont été identifiées à l'occasion des activités des AUEA, difficultés qui constituent des blocages plus ou moins importants face à l'optimalisation de leurs interventions. Entre autre, on peut citer :

Les ressources humaines

Les contraintes les plus importantes qui entravent la bonne marche des AUEA sont à plusieurs niveaux :

- au niveau des adhérents : problème de l'analphabétisme, la faiblesse du niveau d'étude des membres et de formation des fonctionnaires affectés par l'Etat, etc.
- au niveau du fonctionnement de l'organisation : l'ignorance des règlements organisateurs des associations, le non-respect des dispositions juridiques concernant la réunion des Assemblées Générales et des réunions des conseils administratifs, l'absence de l'aptitude professionnelle chez les membres en comparaison avec les postes qu'ils occupent, la mauvaise gestion, etc.
- au niveau de l'ouverture sur son environnement : problème de communication, clivage politique et ethnique, non-disposition des adhérents des informations concernant la gestion et la valorisation des ressources en eau, etc.

Le financement des AUEA

Le financement des AUEA a plusieurs défauts. A titre d'exemple, ces associations trouvent des difficultés à collecter les participations des agriculteurs dans le cadre de réaliser les projets hydrauliques. Certains Agriculteurs refusent de participer à ces projets à cause de la pauvreté et le manque de confiance.

L'eau patrimoine socioculturel

En outre, malgré les efforts déployées par les AUEA, dans le cadre de réhabilitation de PMH pour la gestion et l'économie de l'eau, la mentalités de la majorité des agriculteurs reste attaché au patrimoine social qui considère l'eau comme une ressource libre et permanent. A titre d'exemple, dans la zone de Gouldamane, les agriculteurs partagent la source Aanasser en 99 part, une pour chaque agriculteur. Cependant, dans la commune rurale de Bab boudir dans Ras Lmae, on trouve que la distribution de Aïn Raslmae se fait par tour de rôle (Nouba).

PROPOSITION DES MESURES DE REDYNAMISATION DES AUEA

Pour pouvoir contourner les facteurs de blocage des AUEA précités précédemment et dans l'attente de soutenir leur promotion, nous avons cherché dans une démarche participative à identifier les axes de redynamisation de ces AUEA et qui consisteraient en un ensemble de mesures et de stratégies à mettre en oeuvre, et qui s'articuleraient autour des axes suivant :

- action de sensibilisation (voyage des représentants des usagers auprès d'autres AUEA, réunions ...etc.) ;
- actions d'encadrement par :
 - une structure nouvelle de l'AUEA qui permet d'augmenter le niveau de participation des agriculteurs au sein de leur AUEA par l'expression de leurs besoins, attentes et propositions au membre du CA via leurs représentants.
 - partage des tâches, définissant les attributions de l'AUEA.
- amélioration de la capacité financière de l'AUEA moyennant une contribution de l'office consistant à donner à l'AUEA le montant qui correspond aux tâches transférées et inciter les usagers à recouvrir la cotisation annuelle par retronchement direct;
- formation des membres du CA, des représentants, l'agent de développement et des agriculteurs afin d'augmenter leurs connaissances techniques et promouvoir leur organisation au sein de leur AUEA.

CONCLUSION

A l'issue de cette étude, il conviendrait de rappeler que nos objectifs essentiels étaient d'une part, de chercher les facteurs de dysfonctionnement des AUEA existantes dans la région d'étude; d'autre part, nous avons cherché à formuler des recommandations opérationnelles issues d'une démarche participative visant la redynamisation de ces deux AUEA et contribuer à la définition d'un développement éventuel de la gestion participative en irrigation.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, 2004. Cartes des ressources en eau de la province de Taza. Rapport, Mars 2004.
- Belghiti M., 2005, "Gestion de l'irrigation au Maroc" Séminaire de promotion du SEMIDE sur l'utilisation de SIG pour la gestion et la protection des ressources en eau, Rabat 2005.
- El Alaoui M., 2004 : « Les pratiques participatives en matière d'irrigation au Maroc : Etude de cas en petite, moyenne et grande hydraulique. Communication au séminaire Euro méditerranéen sur la modernisation de l'agriculture irriguée. Maroc.